



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le vingt cinq novembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 19 novembre 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 27

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Aliko PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 3

Nicolas SAJOURS donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 3

Damien GUILLARD
Virginie LAMBERT
Nicole LANGLOIS

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 25 novembre 2024

M_DL241125_180

VOEU - SOUTIEN À LA LIBÉRATION DE PAUL WATSON ET À SA DEMANDE D'ASILE EN FRANCE

Madame Virginie VANDAELE, Conseillère Municipale - Le 21 juillet dernier, le militant écologiste et fondateur de l'ONG Sea Shepherd, Paul Watson, âgé de 73 ans, a été arrêté par la police danoise au Groenland et placé en détention où il se trouve toujours. Privé de liberté, il risque une extradition vers le Japon, comme suite à une notice rouge émise par Interpol en 2012 suite à un mandat d'arrêt international du Japon en raison d'une action anti-chasse à la baleine conduite par Paul Watson, en Antarctique en 2010.

En octobre, Monsieur Paul Watson a adressé une demande d'asile au Président de la République Française.

La chasse à la baleine est interdite par un accord international de la Commission baleinière internationale depuis 1986 mais reste perpétuée par trois pays dont la Japon, qui s'est retiré en 2019 de la Commission baleinière internationale.

Certaines espèces de baleine sont en effet en voie de disparition à cause d'une surchasse pendant des décennies et la poursuite de la chasse illégale.

Depuis plus de 50 ans, Paul Watson consacre sa vie à la protection de l'océan et à la défense de la vie marine, au péril de sa vie et de sa liberté. Sa lutte sans relâche contre la chasse illégale des baleines, le braconnage et la destruction des écosystèmes marins ont permis de sauver des milliers d'animaux marins.

Avec son association Sea Shepherd, créée en 1977, il sensibilise des millions de personnes à l'urgence des enjeux écologiques, pour la défense de l'océan, avec des initiatives et des campagnes essentielles pour des campagnes essentielles pour la préservation des espèces et des écosystèmes marins.

Son engagement et son combat sont légitimes et nécessaires, méritant la protection qu'accorde le droit européen aux lanceurs d'alerte.

A l'inverse, son extradition serait un message funeste envoyé au reste du monde par un pays européen, le Danemark, dont les préoccupations écologistes sont pourtant fortes. Le 13 novembre, un tribunal a confirmé son maintien en détention avant une décision le 4 décembre.

En France, le sort injuste de Paul Watson suscite une vive émotion et un élan de soutien citoyen dépassant les clivages partisans, tant en soutien de sa libération immédiate que sa demande d'asile. Non, sauver les baleines, défendre l'océan et la préservation des espèces et des écosystèmes marins, n'est pas un crime, et nous serions honorés de compter Paul Watson parmi nos concitoyens.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

VU le rapport de Madame **Virginie VANDAELE**, Conseillère Municipale ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'apporter son soutien à Paul Watson et demande à Monsieur le Président de la République, d'agir diplomatiquement en faveur de sa libération immédiate et de donner droit à sa demande d'asile en France.**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 30

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

